



## RESOLUTION DE LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO de HAUTE-LOIRE

### **Aucune trêve pour les revendications !**

La commission exécutive de l'Union Départementale FO de Haute-Loire, s'est réunie le vendredi 15 mars quelques jours après le vote consultatif de l'Assemblée Nationale accordant 3 Milliards d'aide militaire à l'Ukraine pour l'année 2024 qui s'ajoutent aux 2,1 Milliards pour l'an dernier et aux 1,7 Milliards pour l'année 2022. Dès le lendemain le président de la cour des comptes, sans remettre en cause l'accord Macron-Zelinsky, appelle à faire des « *efforts d'économies sans précédents dans l'histoire récente* ».

L'utilisation du contexte international et de la guerre par Macron pour s'attaquer aux travailleurs est donc une évidence. Face aux plans d'austérité d'une violence inouïe du gouvernement, la commission exécutive réaffirme ses revendications :

- Pas touche au droit de grève remis en cause à la suite de la mobilisation des contrôleurs de la SNCF
- Refus des 10 Milliards d'économies supplémentaires pour 2024 et des 20 Milliards en 2025 sur le dos des services publics, des écoles, des hôpitaux et des droits sociaux
- Augmentation immédiate de 15% de la valeur du point d'indice des fonctionnaires face au refus du gouvernement d'indexer les salaires sur l'inflation.
- Non au salaire au mérite et à la remise en cause des statuts de la fonction publique.
- Augmentation immédiate du SMIC, des pensions et des minima sociaux pour faire face à l'inflation alors que l'augmentation des prix des produits alimentaires s'élève à 20% sur 2 ans, que le prix de l'électricité a augmenté de 10% au 1er février et que le prix du gaz pourrait augmenter de 5,5% à 10,4% au 1er juillet.
- Refus de la loi « Pacte 2 » qui pourrait être examinée dès le mois de juin à l'Assemblée Nationale, nouvelle attaque contre le code du travail, les conventions collectives, les prud'hommes et contre les représentants syndicaux.
- Défense de l'assurance chômage contre la volonté du gouvernement de remettre en cause le paritarisme et de la liberté de négociation pour sabrer toujours plus les droits des demandeurs d'emploi.
- Refus du CDI senior qui remet en cause le CDI réglementaire.

Les projets du gouvernement sont une véritable déclaration de guerre contre les travailleurs et leurs familles. Ils s'ajoutent aux déclarations extrêmement inquiétantes de Macron qui a confirmé sa volonté d'envoyer des troupes en Ukraine et d'avancer vers une guerre ouverte avec la Russie. Ils s'ajoutent aux positions insupportables de Macron contre le cessez-le-feu en Palestine et pour la poursuite des livraisons d'armes. Il faut que la course à la guerre s'arrête, il faut que les massacres s'arrêtent. La commission exécutive réaffirme son exigence de cessez-le-feu immédiat et définitif en Palestine comme partout dans le monde, l'arrêt des bombardements et du blocus de Gaza, la libération de tous les otages et l'arrêt des livraisons d'armes.

Il est donc évident que Macron et son gouvernement ne feront pas de trêve dans leur guerre contre nos droits et nos acquis.

La commission exécutive a pris connaissance du dépôt d'un préavis de grève de la fédération générale des fonctionnaire FO jusqu'au 1er septembre et également de celui du syndicat FO de la RATP jusqu'au 8 septembre à la suite de sa décision de suspendre les négociations sur les jeux olympiques avec la direction. Ils ont raison.

Dans le département, des enseignants et personnels des collèges et des lycées ont décidé d'appeler à une assemblée générale le 19 mars, soutenue par la fédération FO de l'enseignement, dans le cadre de la mobilisation dans les collèges et les lycées initiée dans le 93 et qui s'étend contre « le choc des savoirs », pour

la création des postes nécessaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. L'Union Départementale FO estime que cette méthode est la bonne.

Toutes les fédérations de fonctionnaires ont claqué la porte de Guerini à la suite de l'annonce d'une année blanche sur les salaires en y opposant le salaire au mérite. L'Union Départementale appelle les fonctionnaires et les agents de la fonction publique à être en grève et à la manifestation au Puy le mardi 19 mars à 10h30 Place Cadelade et à discuter dès maintenant des suites à y donner.

Au moment où le gouvernement menace de désindexer les montants des pensions et des retraites de l'inflation, l'UDR FO appelle les retraités à se rassembler le 26 mars pour l'augmentation des pensions et des retraites, pour la défense de la sécurité sociale. L'Union Départementale les soutient.

Macron et son gouvernement ont décidé de s'en prendre à tout le monde, jeunes, travailleurs, privés d'emploi, seniors, retraités, ... et de s'en prendre avec violence. Aussi pour la commission exécutive, il ne peut y avoir de trêve pour nos revendications. Force Ouvrière ne peut rester l'arme au pied face aux coups terribles portés et doit se préparer activement à la confrontation pour bloquer les projets du gouvernement pour la satisfaction des revendications urgentes. Elle mandate le représentant de l'Union Départementale pour porter cette orientation lors du Comité National Confédéral des 26, 27 et 28 mars.